

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

Président : François MITTERAND

Électrices, Électeurs,

Le Gaullisme a fait faillite. Les événements qui viennent de secouer le pays sont la conséquence et la preuve, s'il en fallait une, de l'échec de sa politique sociale.

Il est évident que le pouvoir gaulliste ne pourra faire face aux justes revendications sociales auxquelles il a du finalement céder sous la pression populaire sans livrer l'Économie française à l'inflation. Seul un gouvernement jouissant de la confiance des travailleurs peut éviter ce péril en entreprenant de profondes réformes de structures.

Sur la base de son programme du 14 Juillet 1966, la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE & SOCIALISTE (F. G. D. S.) affirme sa volonté de consolider les avantages arrachés par la victoire des travailleurs et d'avancer vers la démocratie socialiste.

La F. G. D. S. atteindra ses objectifs en appliquant le Programme suivant :

1) Une Économie de Progrès au service de l'Homme

- Etablissement d'un plan élaboré avec une représentation renforcée des organisations syndicales et des collectivités locales.
- Contrôle de certains secteurs d'importance vitale : industries atomiques, de la sidérurgie, des produits pharmaceutiques, de l'informatique ;
- Instauration d'une législation anti-trust ;
- Création d'une Banque Nationale d'Investissement.

2) Une Politique Agricole qui doit saisir sa chance dans le Marché Commun

- Planification des objectifs en fonction des besoins nationaux, et européens ;
- Modernisation des structures et aide à l'équipement ;
- Allègement des charges d'exploitation ;
- Développement de la Coopération jusqu'à la transformation et la commercialisation des produits agricoles.

3) Une Politique de Justice Sociale

- Garantie du pouvoir d'achat par une révision périodique de ses éléments ;
- Retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaire ;
- Protection des salaires en cas de fusion, de limitation ou de cessation d'activité de l'entreprise ;
- Reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise ;
- Relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et des invalides ;
- Respect des engagements pris à l'égard des anciens combattants ;
- Abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale et réforme démocratique avec la participation de toutes les organisations intéressées.
- Rétablissement de la Mutualité dans ses droits.
- Abaissement progressif de 65 à 60 ans de l'âge de la retraite.
- Résorption du chômage par le développement d'industries nouvelles, par la formation professionnelle des jeunes et des adultes.
- Emancipation de la femme par l'élimination des inégalités, la multiplication des crèches et l'aménagement des horaires.
- Plan d'action pour la construction, susceptible de conduire à une production annuelle de 600.000 logements, de lutter contre la spéculation, d'abaisser le taux d'intérêts des crédits à la construction sociale, d'accélérer l'industrialisation de cette construction.

4) Une Politique fiscale efficace et juste

- Par l'abrogation des privilèges fiscaux et la taxation des plus values.
- Par la simplification du régime de la T. V. A. et la lutte contre la fraude fiscale.
- Par le réaménagement du barème de l'impôt sur le revenu et l'exonération des revenus inférieurs à 6.000 fr.
- Par le dégrèvement substantiel de l'imposition des retraites vieillesse.

5) Priorité des priorités à l'Éducation Nationale

- Développement urgent des constructions scolaires.
- Retour au respect de la laïcité de l'école.
- Formation à tous les niveaux de maîtres qualifiés en nombre suffisant.
- Augmentation des bourses et des allocations d'études.
- Cogestion interne des institutions éducatives (université et école) par les enseignants, étudiants et parents d'élèves.

6) Politique de Paix et de Solidarité Internationale

- Présence active de la France dans les organisations internationales.
- Construction d'un pouvoir politique européen.
- Conversion progressive à des fins pacifiques des industries atomiques affectées à l'armement.
- Désarmement contrôlé par les Nations Unies et étendu aux armes nucléaires.

La FÉDÉRATION de la GAUCHE DÉMOCRATE et SOCIALISTE prend l'engagement solennel de réaliser ce Programme dont nous n'avons fait que tracer les grandes lignes.

En vous prononçant massivement pour la FÉDÉRATION de la GAUCHE DÉMOCRATE et SOCIALISTE et ses Candidats vous condamnerez un Régime de pouvoir personnel de stagnation et de nationalisme et vous vous prononcerez pour la Démocratie au service de l'Homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la Paix.

Vous voterez le 23 Juin pour



Jean PONARD, Né le 3 Juin 1924, à Saint-Claude.
Diplômé de l'Institut Commercial de la Faculté de Droit de NANCY.

Ancien Directeur de la Coopérative « La Famille » à Morez, qui vient de fusionner avec la Coopérative « La Fraternelle » de St-Claude pour former les « Les Coopérateurs du Jura » ; Directeur Commercial des « Coopérateurs du Jura » ; Conseiller Municipal de Morez sur la liste de Louis PAGET.

Arrêté par la Milice en 1944 et incarcéré à Lons-le-Saunier.

Fils de Edmond PONARD qui fut le suppléant de Jean COURTOIS, élu député en 1946 ; Ancien Directeur de la Coopérative « La Fraternelle » ; Ancien secrétaire du Syndicat des Ouvriers Diamantaires ; ancien Conseiller Municipal ; ancien responsable de la Résistance. Mme Claire PONARD, sa mère, fut déportée en Allemagne.

Jean PONARD, militant de la démocratie et du socialisme, a comme exemple, pour continuer leur œuvre, les fondateurs du mouvement ouvrier san-claudien : Henri PONARD, Jules MERMET, Arsène GROS et Louis FATON.

et son remplaçant éventuel

Fernand GUILLET

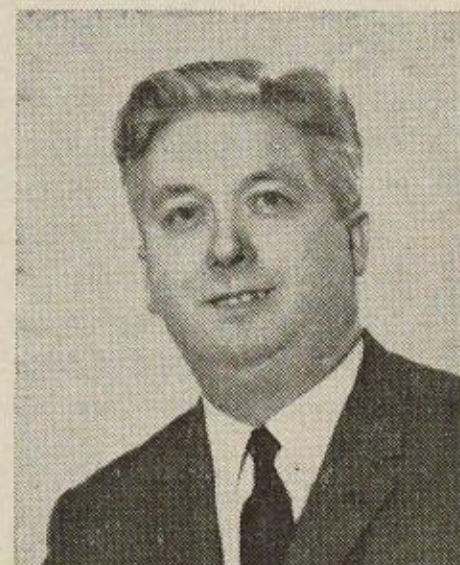
Instituteur détaché

Secrétaire Général Adjoint de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale

Ancien Déporté à Struthof et Dachau

Membre du Conseil d'Administration de l'Union Départementale Mutualiste

Né à Arinthod le 16 Avril 1914, il s'est fixé à Lons-le-Saunier où chacun apprécie sa compétence, son dévouement et son affabilité.



Vu, les Candidats.